



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication



NEWS

# Revue de presse



Mardi 20 Septembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Finances : Kassali reçoit une délégation de la BERD



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu lundi, en audience, au siège du ministère, une délégation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), conduite par Mme Heike Harmagart, directrice générale pour la région Sud et Est de la Méditerranée (SEMED) auprès de cette institution, indique un communiqué du ministère.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Fiscalité: plusieurs réformes opérées pour renforcer l'efficacité du secteur**

L'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur des impôts dans sa contribution dans le financement de l'économie nationale, a affirmé, lundi à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **L'appréciation du dinar permettra de résorber l'inflation et consolider la confiance dans l'économie**

La récente appréciation du dinar algérien face à l'euro et au dollar américain, particulièrement ces dernières semaines, permettra de résorber l'inflation, augmenter le pouvoir d'achat du citoyen, tout en renforçant la confiance dans l'économie nationale, ont indiqué à l'APS plusieurs économistes.



### **Forum de la Ceinture de la Route des administrations fiscales : Kassali appelle au renforcement de la coopération**



L'Algérie abrite, depuis ce lundi, le Forum de la Ceinture de la Route inhérent à l'administration fiscale (Britacof). En présence de 60 hauts responsables du monde de la fiscalité venus de plusieurs pays et de 200 participants via vidéoconférence, le ministre des Finances a mis l'accent sur l'impératif de renforcer le cadre de la coopération multilatérale.



## **COOPÉRATION : Le ministre des Finances reçoit une délégation de la BERD**

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, hier, en audience, au siège du ministère, une délégation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), conduite par Heike Harmagart, directrice générale pour la région Sud et Est de la Méditerranée (SEMED) auprès de cette institution, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette audience, M. Kassali, tout en remerciant son interlocutrice pour l'appui apporté par son équipe tout au long du processus d'adhésion de l'Algérie à la BERD, a voulu partager une vue d'ensemble sur les priorités de développement du pays, sur les réformes engagées et les défis à relever, notamment en matière de diversification de l'économie, la consolidation de la stabilité macroéconomique, le renforcement du cadre institutionnel régissant l'investissement et l'entrepreneuriat, ainsi que la création des conditions idoines pour une croissance économique solide et pérenne, précise le document.

En rapport avec le domaine d'expertise de la BERD, à savoir, la promotion du secteur privé, «le ministre a mis en évidence la politique gouvernementale axée sur l'amélioration du climat des affaires et l'attractivité des IDE, tout en encourageant les activités productives génératrices de richesses et de valeur ajoutée», souligne le communiqué.



## **DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS «Le processus de numérisation engagé»**

A l'occasion de la tenue hier, à Alger, du Forum de la Ceinture de la Route inhérent à l'administration fiscale, la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, a appelé les pays membres de cette initiative à créer des synergies et à sortir de ce forum, que l'Algérie abrite pour la première fois, avec des recommandations permettant de renforcer les capacités des administrations fiscales, en post Covid.

«Plusieurs administrations ont dû s'adapter aux nouvelles techniques de travail en développant de nouveaux modèles de travail à distance et en favorisant la numérisation de l'administration fiscale de manière à améliorer les services rendus aux contribuables, que ce soit en terme de télédéclaration, de télé-paiement ou de différents téléservices à distance en réduisant également le coût de l'impôt.».

«Avec l'expérience des différents pays et l'échange de connaissances, nous pourrions sortir avec des conclusions, éventuellement, à mettre en œuvre en pratique», a-t-elle souligné lors d'un point de presse.

Cette initiative contribue, selon elle, «à renforcer mutuellement l'entraide et l'assistance des pays membres dans le cadre de l'amélioration de nos méthodes de travail pour arriver à plus d'efficacité et faire en sorte de former la ressource humaine, parce que tout développement dans la gestion de l'administration fiscale reposera dorénavant sur la ressource humaine et sur la numérisation des services».

La DGI a fait observer que l'Algérie s'est engagée dans le processus de numérisation, précisant que la direction générale des impôts s'inscrit dans cette démarche avec la généralisation du système d'information Djibayatic progressivement, en fonction de la réception de centres des impôts et avec également la mise en place d'une plateforme dédiée à la télé-déclaration et au télé-paiement à distance pour les recettes des impôts non dotées de ce système Djibayatic. Il s'agit, précise-t-elle, du portail appelé Moussahamatik, lequel permettra de procéder au paiement par carte CIB ou carte Eddahabia.



### Réforme Fiscale, D. Kassali au forum du mécanisme de coopération de l'initiative «La Ceinture et la Route » : «Des réformes opérées pour renforcer son efficacité»



L'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur des impôts dans sa contribution au financement de l'économie nationale, a affirmé, hier à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.





### **M. Kassali reçoit une délégation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement : Développer un partenariat gagnant- gagnant**

Le ministre a mis en évidence la politique gouvernementale axée sur l'amélioration du climat des affaires et l'attractivité des IDE, tout en encourageant les activités productives génératrices de richesse et de valeur ajoutée.



### **Action du gouvernement : Des objectifs réalisés et des perspectives en vue**

Le plan d'action du gouvernement a réalisé l'essentiel de ses objectifs, selon des observateurs. Le plan repose sur les 54 engagements du président de la République Abdelmadjid Tebboune et comprend cinq axes principaux : Consolidation de l'Etat de droit, relance et un renouveau économiques, développement humain, politique étrangère, renforcement de la sécurité et de la défense nationale.



### **Djamel Kassali: "l'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale à travers la numérisation"**

Le ministre des finances Brahim Djamel Kassali a indiqué, aujourd'hui, lundi que "l'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur des impôts dans sa contribution dans le financement de l'économie nationale".



### **DGI : des précisions sur le transfert de fonds à l'étranger**

La Direction générale des Impôts (DGI), dans une instruction à la Direction des grandes entreprises (DGE) et aux directions des impôts des wilayas, citée par le site TSA, précise modalités de déclaration des transferts de fonds vers l'étranger, ainsi que les sommes astreintes ou exemptées de la déclaration auprès des services fiscaux.

### [Forum des administrations fiscales : Pour un partage des expériences](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a procédé, ce jour, ce lundi, à l'ouverture du troisième forum de l'initiative « la Ceinture et la Route » de la coopération des administrations fiscales (BRICATOF), organisé par la Direction Générale des Impôts, (DGI).

### [Finabi Conseil : "Il faut réduire le capital minimum exigé pour les banques "](#)

«Le Produit net bancaire consolidé des banques en Algérie a été de 549 milliards de dinars en 2020», affirme Chabane Assad, analyste financier et fondateur du cabinet de conseil Finabi dans une analyse dont une copie nous a été envoyée.

## Finances : Une délégation de la BERD reçue par Djamel Kassali



Une délégation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), conduite par Mme Heike Harmgart, directrice générale pour la région Sud et Est de la Méditerranée (SEMED) auprès de cette institution, a été reçue ce lundi, en audience par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.

Selon un communiqué du ministère, cette visite qui intervient suite à la récente adhésion de l'Algérie à la BERD, a pour objectif «d'amorcer un dialogue entre les deux parties visant principalement à identifier des pistes potentielles de coopération, à développer entre les deux parties dans les prochains mois à venir».

Au cours de cette audience, ajoute-t-on de mêmes sources, le ministre des Fiances, tout en remerciant son interlocutrice pour l'appui apporté par son équipe tout au long du processus d'adhésion de l'Algérie à la BERD, a voulu « partager une vue d'ensemble sur les priorités de développement du pays, sur les réformes engagées et les défis à relever, notamment en matière de diversification de l'économie, la consolidation de la stabilité macroéconomique ».

IL s'agit également du renforcement du cadre institutionnel régissant l'investissement et l'entrepreneuriat, ainsi que la création des conditions idoines pour une croissance économique solide et pérenne, précise le document.

En rapport avec le domaine d'expertise de la BERD, à savoir, la promotion du secteur privé, «le ministre a mis en évidence la politique gouvernementale axée sur l'amélioration du climat des affaires et l'attractivité des IDE, tout en encourageant les activités productives génératrices de richesses et de valeur ajoutée», souligne le communiqué.

Il a précisé que «ces objectifs figurent parmi les priorités majeures, inscrites dans le Plan d'action du Gouvernement qui établit des orientations claires, notamment, pour ce qui est de l'amélioration de la diversification de l'économie nationale, la modernisation de la gestion des finances publiques, la résorption de l'économie informelle et l'élargissement de l'inclusion financière, et le développement des activités et ressources budgétaires hors hydrocarbures».

La promulgation récente d'une nouvelle loi sur l'investissement, conférant une meilleure visibilité, plus de garanties et davantage de stabilité pour les potentiels investisseurs, a été également abordée par Djamel Kassali, invitant, ainsi, la représentante de la BERD à partager l'expérience de son institution dans ce domaine.

De même pour la promotion des start-up et des micro-entreprises en Algérie, avec le renforcement de son cadre juridique et l'instauration d'un écosystème approprié à ce segment d'activité.

Pour sa part, Mme Harmagart et tout en félicitant l'Algérie pour sa récente adhésion à son institution, a tenu à confirmer «l'engagement de la BERD à apporter tout l'accompagnement nécessaire pour développer un partenariat gagnant- gagnant avec notre pays qui sera à la hauteur des priorités et des objectifs de développement fixés par le Gouvernement, notamment dans le domaine de la promotion de l'investissement et de l'amélioration de l'attractivité du pays».

Elle a, dans ce cadre, souligné que la BERD dispose d'un éventail d'instruments et d'une expérience avérée, lesquels seront mis à la disposition de l'Algérie pour accompagner les évolutions économiques et sociales du pays.

Le ministère a rappelé, en outre, que la BERD est une institution financière offrant une multitude de produits pour soutenir l'initiative entrepreneuriale, dont le financement des PME et les micro-entreprises y compris en monnaies locales et en prise de participation, le développement des marchés financiers locaux et l'assistance technique pour les dispositifs de garanties.

## **Dzair Scoop**

### **Fiscalité : quelques réformes menées pour renforcer l'efficacité du secteur**

L'Algérie a mené plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur fiscal dans sa contribution au financement de l'économie nationale, a déclaré lundi à Alger le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali. .





## [Révision de l'Accord d'association qui lie l'Algérie à l'UE :L'Algérie en position de force](#)

Une question à laquelle tient le président de la République qui a demandé de procéder à une évaluation du dossier pour des relations équilibrées. Le président du Conseil européen, Charles Michel a évoqué, le 5 septembre dernier, la nécessité de la révision de l'Accord d'association qui lie l'Union européenne à l'Algérie à l'issue de l'audience que lui a accordée le chef de l'État.



## [Lutte contre la corruption : On passe à la vitesse supérieure](#)

De nouvelles règles, en vertu de la nouvelle loi électorale, pour lutter contre le financement occulte des campagnes électorales, seront appliquées. Au cœur des réformes, la lutte contre la corruption est en phase de passer à la vitesse supérieure. Après les premiers acquis réalisés durant les deux dernières années, l'engagement de l'État se confirme à travers le passage à une généralisation profonde du principe de la transparence et de l'intégrité à tous les niveaux de gestion et de gouvernance.



## [Fiscalité: plusieurs réformes opérées pour renforcer l'efficacité du secteur](#)

L'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur des impôts dans sa contribution dans le financement de l'économie nationale, a affirmé, lundi à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.

## **Fiscalité Plusieurs réformes opérées pour renforcer l'efficacité du secteur**

L'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur des impôts dans sa contribution dans le financement de l'économie nationale, a affirmé, lundi à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.

Présidant l'ouverture du 3e forum du mécanisme multilatéral de coopération fiscale administrative de l'initiative "La Ceinture et la Route", M. Kassali a souligné dans son allocution les retombées "positives" de la crise sanitaire qui ont permis de constater "l'importance de numériser l'administration publique, notamment celle du secteur fiscal".

Intervenant devant une soixantaine de représentants d'Etats membres de l'initiative "La Ceinture et la Route" et 200 autres participants, par visioconférence, le ministre a rappelé que l'Algérie a effectué plusieurs réformes visant "en premier lieu" l'administration fiscale "qui constitue la première ressource de recettes ordinaires du budget".

"Le but de ces réformes est le soutien de la capacité du secteur des impôts dans sa contribution de manière efficace dans le financement de l'économie nationale et de réduire la dépendance aux revenus des hydrocarbures", a-t-il affirmé. M. Kassali a, dans ce sens, cité, notamment, la restructuration réalisée par la direction générale des impôts (DGI) à travers la mise en œuvre du système de la télé-déclaration et télépaiement (Jibaya'tic) qui contribue à l'amélioration de la qualité du service fourni par l'administration fiscale.

Pour sa part, la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, a estimé que les changements enregistrés dans ce secteur et les transformations sur les plans économique et social imposent la densification de la coopération et l'échange des expertises entre les pays membres de l'initiative "La Ceinture et la Route".

## كسالي يستقبل وفدا عن البنك الأوربي لإعادة الإعمار والتنمية



استقبل وزير المالية، براهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين بمقر الوزارة، وفدا من البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية، برئاسة السيدة هايكه هارماغارت، المديرية العامة لمنطقة جنوب وشرق البحر الأبيض المتوسط، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

## جباية: عدة إصلاحات لتعزيز فعالية القطاع

أكد وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، ان الجزائر قامت بعدد الإصلاحات في الإدارة الجبائية، خاصة من خلال الرقمنة من أجل تعزيز مساهمة قطاع الضرائب في تمويل الاقتصاد الوطني.

## بعد التهايب أسعار السيارات وقطع الغيار: مطالب بإعادة النظر في احتساب تعويضات وكالات التأمين

اشتكى عديد أصحاب المركبات المؤمنين ضد مختلف حوادث السير مما وصفوها بـ"تواضع" التعويضات التي يتحصلون عليها من مختلف وكالات التأمين، معتبرين إياها قليلة جدا على حد تصريحاتهم مقارنة بنفقات تصليح سياراتهم من جراء الأضرار الكبيرة التي تلحق بها، حيث طالبوا المديرية العامة لهذه الوكالات بإعادة النظر في المعايير التي تتبعها عند إعداد تقرير الخبرة مراعاة مع الأسعار المتداولة حاليا في السوق.



## FISCALITÉ

# Plusieurs réformes opérées pour renforcer l'efficacité du secteur

L'Algérie a effectué plusieurs réformes visant l'administration fiscale, notamment à travers la numérisation, pour renforcer la capacité du secteur des impôts dans sa contribution dans le financement de l'économie nationale, a affirmé, hier à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali. Présidant l'ouverture du 3e forum du mécanisme multilatéral de coopération fiscale administrative de l'initiative «La Ceinture et la Route», M. Kassali a souligné dans son allocution les retombées «positives» de la crise sanitaire qui ont permis de constater «l'importance de numériser l'administration publique, notamment celle du secteur fiscal». Intervenant devant une soixantaine de représentants d'Etats membres de l'initiative «La Ceinture et la Route» et 200 autres participants, par visioconférence, le ministre a rappelé que l'Algérie a effectué plusieurs réformes visant «en premier lieu» l'administration fiscale «qui constitue la première ressource de recettes ordinaires du budget». «Le but de ces réformes est le soutien de la capacité du secteur des impôts dans sa contribution de manière efficace dans le financement de l'économie nationale et de réduire la

dépendance aux revenus des hydrocarbures», a-t-il affirmé. M. Kassali a, dans ce sens, cité, notamment, la restructuration réalisée par la direction générale des impôts (DGI) à travers la mise en oeuvre du système de la télé-déclaration et télépaiement (Jibaya'ic) qui contribue à l'amélioration de la qualité du service fourni par l'administration fiscale. Pour sa part, la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, a estimé que les changements enregistrés dans ce secteur et les transformations sur les plans économique et social imposent la densification de la coopération et l'échange des expertises entre les pays membres de l'initiative «La Ceinture et la Route». Selon elle, ce forum vise à échanger les expertises entre les membres participants et les meilleures pratiques de formation et de promotion des cadres du secteur «dans le but d'élever le degré de maîtrise des problématiques fiscales et améliorer le niveau de professionnalisme, tout en assurant la qualité du service public offert». Soulignant les changements des pratiques fiscales depuis la crise sanitaire du Covid-19, Mme Abdellatif a affirmé que l'amélioration des capacités fiscales et leur promotion revêtent «une grande impor-

43  
tance» notamment pour être en phase avec le développement informatique. «La numérisation des administrations fiscales et la diversification des services via internet constituent l'alternative la plus efficace pour assurer la croissance économique et le développement durable. Sur cette base, il est nécessaire d'unir les efforts pour échanger les expertises dans le cadre du développement de la composante humaine», a-t-elle estimé, soulignant que la coopération dans le cadre de l'initiative a contribué efficacement au renforcement de la coopération permettant la promotion de la bonne gouvernance des services fiscaux. Pour rappel, l'initiative «la Ceinture et la Route», initiée par la Chine en 2013, vise à construire des réseaux commerciaux et d'infrastructures reliant l'Asie à d'autres continents, le long des anciennes routes commerciales de la Route de la soie, pour un développement et une prospérité communs. Fin 2021, la Chine avait construit 79 zones de coopération économique et commerciale dans 24 pays situés le long de «la Ceinture et la Route», investissant 43 milliards de dollars et créant 346.000 emplois locaux. (APS)

## DIALOGUE ET «MAIN TENDUE»

# Dans l'attente d'un geste politique

● La classe politique est dans l'expectative, attentive à la moindre déclaration du président de la République sur les suites à porter aux idées de «rassemblement» et de «main tendue» qu'il avait exprimées, il y a de cela déjà deux mois.

C'est sur cela qu'a porté une récente déclaration de Djilali Soufiane, assez critique, déplorant le manque d'initiatives concrètes du pouvoir portant sur le dégel du champ politique. Une déception mais en même temps une sorte «d'appel du pied» au chef de l'Etat de la part du leader de Jil Jadid, enthousiaste il y a deux mois, à la sortie de l'entrevue accordée par le président de la République. Partagé par nombre de responsables de l'opposition, l'optimisme s'est effiloché au fil du temps, aucune mesure n'étant sortie du palais d'El Mouradia tant sur la relance du «dialogue» que sur la lancinante question des détenus d'opinion. Celle-ci est toujours laissée à l'appréciation de l'appareil judiciaire, alors que la source et la solution sont dans la politique et c'est ce que martèlent l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme. Ils n'arrêtent pas de lancer des appels pour un rapide dénouement de cette question qui plonge des centaines de familles algériennes dans le désarroi. Des mesures positives en leur faveur auront pour conséquence de lever vider un abcès de fixation et en même temps de valoriser l'image de l'Algérie, au moment où le pays est en train de gagner des points à l'international : beaucoup de capitales arabes ont répondu favorablement aux invitations lancées par Alger pour assister au sommet arabe du 1<sup>er</sup> novembre prochain, une date dont tout indique qu'elle sera historique, notamment sur le soutien à la résistance palestinienne. Sur un autre plan, l'Occident est en train de déli-



La classe politique dans l'attente d'une initiative du chef de l'Etat en vue de dénouer la crise

vrer des satisfecit à la stratégie actuelle algérienne d'exportation de gaz qui augmente les exportations vers l'Europe via l'Italie, l'Espagne et la France. L'apport algérien est précieux en perspective d'un hiver qui s'annonce rude et de l'aggravation de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. De ces gains diplomatiques, les autorités peuvent donc en faire des atouts pour redorer leur blason au plan interne. Outre la délicate question des détenus d'opinion, il est impératif de lancer des passerelles en direction de l'opposition qui ne participe plus à la vie politique, y compris au Parlement où elle est minoritaire. L'impliquer dans la

décision politique donnerait un sens au pluralisme politique et aiderait à construire la démocratie. Fondamentalement c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui et il est grand temps d'inscrire l'Algérie dans le sens de l'histoire moderne avec un Etat de droit et des institutions représentatives et fortes. C'est cette Algérie là qui serait le meilleur rempart contre les visées et les influences extérieures néfastes. Il n'est pas inutile de rappeler que l'Algérie est dans l'œil du cyclone : Israël, l'ennemi le plus féroce, s'installe à ses frontières avec la bénédiction de la monarchie chérifienne, n'hésitant pas à installer des bases aux frontières algéro-ma-

rocaines. Aux frontières avec le Sahel, activent des groupes armés terroristes infiltrés d'Etats sahéliens en proie à de la déstabilisation. Idem de la Libye confrontée à une impitoyable guerre civile. Contre les dangers, notre pays opposerait sa puissante défense nationale, mais celle-ci gagnerait en efficacité si elle recevait l'appui d'un large front politique interne regroupant toutes les forces vives de la Nation. Ce front là naîtrait de ces idées de «rassemblement» et de «main tendue» lancées par le président de la République mais ne voient pas encore le jour et que la classe politique attend avec impatience.

Ali B.



## SITUATION ÉCONOMIQUE AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

# Regain d'activité de 1,6% selon l'ONS

*La structure des échanges commerciaux et économiques en général de l'Algérie avec le reste du monde étant ce qu'elle est, il est quasi impossible pour le pays de passer sans contraintes la difficile conjoncture économique qui sévit depuis la fin de l'année dernière en Europe notamment, soit les pays avec lesquels l'Algérie entretient les plus fortes relations commerciales. Toutefois, comme l'indiquent les chiffres de la situation économique du pays au 1er trimestre 2022, l'Algérie a su tirer profit de la conjoncture.*

Au premier trimestre 2022, le produit intérieur brut (PIB) en volume progresse de 1,6% par rapport à la même période de l'année 2021, selon l'Office national des statistiques (ONS). Le premier constat dressé par l'Office fait état d'une croissance économique caractérisée par une baisse de la valeur ajoutée réelle du secteur des hydrocarbures (-2,3%), tandis que le PIB hors hydrocarbures enregistre une croissance de 2,9% au premier trimestre 2022. Ainsi, il ressort de l'étude des comptes nationaux trimestriels, pour le premier trimestre 2022 donc, que le secteur de l'agriculture apporte une contribution positive au PIB avec une croissance de sa valeur ajoutée en volume de 1,9% contre une croissance de 0,2% à la même période une année auparavant. Les secteurs non agricoles (y compris les hydrocarbures) connaissent une hausse d'activité de 1,5% contre un accroissement de 2,3% une année auparavant. Le PIB du 1er trimestre 2022 enregistre une croissance de 24,1% en valeurs courantes, au lieu d'une hausse de 8,0% durant la même période de l'année 2021. Cette hausse a conduit à un déflateur du produit intérieur brut (PIB) de 22,2% contre 5,9% durant la même période de l'année 2021.

L'année 2022 a bien commencé pour l'agriculture. En effet, le premier trimestre de cette année a été marqué par une augmentation de l'activité agricole de 1,9% au lieu d'une croissance de 0,2% durant la même période de l'année 2021. Il faut rappeler que l'année 2021 a été bouclée avec une baisse d'activité de 1,3% dans le secteur de l'agriculture. Quant aux hydrocarbures, s'il a tiré avantage de la remontée des prix du baril de pétrole, le secteur a été caractérisé par une



baisse d'activité, au premier trimestre 2022, avec une croissance négative de 2,3% contre une hausse de 7,3% durant la même période de l'année précédente. Cette décroissance s'explique par la diminution des activités raffinage (-14,8%) et liquéfaction (-13,8%) contre des hausses respectives de 1,8% et 13,3% une année auparavant. « Il est à remarquer que les prix des hydrocarbures ont augmenté et le déflateur de la valeur ajoutée enregistre une hausse de 83,2% au 1er trimestre 2022 au lieu d'une hausse de 13,7% au même trimestre de l'année 2021 », est-il souligné dans le rapport de l'ONS.

La valeur ajoutée de l'industrie a augmenté de 4,3% contre 3,2% pendant le même trimestre en 2021. Une croissance tirée essentiellement par la valeur ajoutée de l'énergie, des mines et carrières, des industries agro-alimentaires et de l'industrie diverse, nous apprend l'Office qui note toutefois des difficultés qu'ont traversées les industries sidérurgique, métallique, mécanique et électrique (ISMME) qui ont chuté à -6% alors que durant la même période en 2021, elles avaient connu une hausse remarquable de 8%. Idem pour les activités dans l'industrie du liège, bois et papier qui a accusé une baisse de 4,2%, autant que lors du premier trimestre 2021. Dans les activités du bâtiment, travaux publics et hydraulique, l'ONS a relevé une évolution de 2,9% au lieu de 3,9% durant la même période de l'année précédente alors que le secteur des services et travaux publics pétroliers connaît une hausse de 6,3% au lieu de 9,1% à la même période en 2021. Les services marchands ont également connu une évolution au 1er tri-

mestre 2022 (4,8% contre 0,4% au 1er trimestre 2021) grâce à une reprise notable dans l'ensemble des sous-secteurs, transports et communications (5,1% contre -1,7%), commerce (3,3% contre 2,8%), hôtels-café-restaurants (8,5% contre -7,1%), services fournis aux entreprises (4,5% contre 2,1%) et les services fournis aux ménages (3,5% contre 1,2%).

Au premier trimestre 2022, les importations de biens et services enregistrent une baisse en volume de 5,4% contre une baisse de 5,2% au premier trimestre 2021. Cette diminution est liée principalement à la baisse des importations des biens, soit une baisse de 6,4% au 1er trimestre 2022 contre une baisse de 5,3% au 1er trimestre 2021, annonce l'ONS qui, d'un autre côté, fait état d'une hausse de 1,1% durant le premier trimestre de l'année 2022 contre une augmentation de 6,1% durant la même période de l'année précédente pour les exportations de biens et services. Une croissance que l'on doit à la hausse des exportations hors hydrocarbures de 28,5%. Globalement, il est apparu que l'activité économique en Algérie a plutôt bien résisté durant le premier trimestre, à un moment où les économies de nos principaux partenaires commençaient à donner des signes d'inquiétude du fait, entre autres facteurs majeurs, de la flambée des prix de l'énergie induite par les cours du pétrole et du gaz, et finir par donner des contours très inquiétants à l'inflation que l'Europe et les États-Unis ont fini par "exporter" vers le reste du monde par effet d'entraînement.

**Azedine Maktour**



## ضبط ممارسة المسؤولية في مؤسسات الدولة

# الاتصال الحكومي.. مقاربة جديدة

في تعليق لها، تطرقت برقية وكالة الأنباء الجزائرية، أول أمس، إلى موضوع تسيير مؤسسة رئاسة الجمهورية في زمن الرئيس عبد المجيد تبون، وحمل النص الذي جاء في شكل توصيات، ومقارنة بين الحقبة السابقة والجارية، عدة مصطلحات ومفاهيم مفتاحية في ممارسة مهام الرئاسة، في مقدمتها أن "تسيير شؤون قصر المرادية لم يعد يتم في إطار موازٍ وغير رسمي"، وأن الرئيس عكف على "إضفاء الاحترافية في تسيير أول مؤسسة" و "عدم ترك الأشياء للصدفة"، بالإضافة إلى "نهاية عهد التسريبات لوسائل إعلام معينة"، و "ضرورة تحلي الوزراء بالسرية وبالانضباط"، و "احترام ما يتم تداوله خلال مجلس الوزراء واجتماعات الحكومة".

محمد الفاتح عثمانى



رئاسة الجمهورية

● لم تعتد وكالة الأنباء على الخوض في مسائل تتعلق بالحكم وخصائص ممارسة الوظيفة السامية، والتنبيه بطريقة مباشرة، مثلما ورد في شريط أخبارها أول أمس، الذي يغلب عليه الطابع الإخباري وتغطيات الأنشطة الوطنية، فالوسيلة الإعلامية الرسمية والعمومية تمتنع، في العادة، عن تحرير تعليقات كهذه إلا نادرا جدا، ونشرها يعني أن ثمة رسائل يراد تمريرها في وسائط ودعمات إعلامية أكثر منه عبر القنوات المؤسساتية والإدارية، ربما من أجل رسم صورة ذهنية جديدة لدى الجمهور من جهة، وتبئية منتسبي الدوائر الوزارية من ممارسات سلبية تنامت في الحكم السابق.

### بشير فريك، عودة الأمور إلى نصابها

ولا تأتي المصطلحات التي وردت في نص البرقية بطريقة عشوائية أو اعتباطية، وإنما اختيرت بطريقة دقيقة رفيعة ومقصودة، في نظر الإطوار السامي السابق بشير فريك، وتؤكد على "عودة الأمور إلى وضعها الطبيعي". فالوالي السابق لوهران لا يؤيد فكرة قراءة محتوى الوكالة بأنه مؤشر على تحول في نمط إدارة رئاسة الجمهورية في عهد الرئيس تبون، وإنما اعتبره، في اتصال مع "الخبر"، "عودة الأمور إلى نصابها، وإلى ما يجب أن يكون، مشيرا إلى أنه من غير المعقول أن تتسرب أخبار ومعلومات من رئاسة الجمهورية إلى الجمهور أو إلى جهات غير معنية، بعيدا عن الأطر المؤسساتية والرسمية، لأنه سلوك يؤدي إلى اهتزاز مسداقية المؤسسة لدى الرأي العام.

ومن الأمثلة على ذلك، قال مؤلف كتاب "حكم بوتفليقة..

جستون أم خيانة؟" إن بعض الوزراء أو الإطارات السامية في العهد السابق سمعوا لأنفسهم يسرد تفاصيل عن الاجتماعات لجهات غير معنية، ولا تمتع بصفة رسمية ملزمة بواجب التحفظ وبالحفاظ على أمانات اللقائات المركزية رفيعة المستوى.

وبالنسبة لما اعتبره كاتب البرقية "نهاية عهد تسرب المعلومات قبل نشر بيانات رئاسة الجمهورية، وتجروؤ أي وسيلة إعلام على التكهون بأسماء المغادرين أو الوافدين، سواء أكانت صحيفة أم خاطئة، مثلما جرى مع جريدة إلكترونية وقناة تلفزيونية معروفتين، كأننا تحوزان على القائمة المرسله من الرئاسة قبل وكالة الأنباء الرسمية بـ 48 ساعة"، يرى فريك أن هذه الممارسة موجهة لنشاط التحاليل والتعليق الصحفية التي تقدم قراءات حول التغييرات أو تستشرقها وتستيقها بمقالات تحليلية، وإنما تقديم الخبر بصفة قطعية ونهائية، قبل أن يتم الإعلان عنه بصفة رسمية من قبل الرئاسة.

أما عبارة "لم يعد شيء

للصدفة" الواردة في البرقية أيضا، فقد اعتبرها فريك "معقولة وضرورية في تسيير مؤسسة بحجم ومستوى رئاسة الجمهورية"، مشيرا إلى أن "نشاطات أول مؤسسة في الدولة تقتضي التحلي بأقصى مستويات اليقظة والنباهة والاستشراف والرصد".

### العيد زغلامي، اتصال رئاسي جديد

وعلى الصعيد الاتصالي، وبالتحديد في الجزء القائل "اليوم، لا تجرؤ أي وسيلة إعلام على التكهون بأسماء المغادرين أو الوافدين، فلقد ولي عهد الأشاعات وتسريب المعلومات صحيحة كانت أم غير ذلك"، يرى أستاذ الإعلام والاتصال بجامعة الجزائر 3 الدكتور العيد زغلامي أن ثمة حقيقة واضحة لا يمكن نفيها، وتتلق بأن رئيس الجمهورية جاء بمقاربة جديدة في إدارة الاتصال المؤسساتي للرئاسة، بينما لا تزال المؤسسات الأخرى غير منسجمة مع هذا التوجه.

وحول ما إذا كان يمكن فهم العبارة على أنها تحديد في مجال الوصول إلى المعلومة

والمصدر، نفي الجامعي هذه القراءة، وقال في اتصال هاتفي مع "الخبر" إن ما جاء في البرقية لا يعني المساس بأحقية الصحفيين في التحليل والتعليق، شريطة الالتزام بالمبدأ العام "التعليق حر والخبر مقدس".

ورجح زغلامي بأن حديث البرقية حول هذه المسألة مقصود وموجه لجهة محددة، وليس إجراء أو تعليمة، مشيرا إلى أن بعض المواقع حاولت تحقيق سبق صحفي أو الظهور في منظر الحائزة على أولوية على مستوى رئاسة الجمهورية، مثلما كان يجري في عهد الرئيس الراحل عبد العزيز بوتفليقة.

وما يجعل الصحفي يكتسب حق المتابعة والتحليل والتعليق على الحدث السياسي، يقول المتحدث، هو صعوبة معرفة المعايير التي تتم على أساسها التعميمات وما يحيط بها من زهاتات وتحديات، وعلاقتها المباشرة بالحياة اليومية للجزائريين، إلى جانب التساؤلات التقليدية التي ترافقها حول ما إذا كانت تتخذ على مستوى المؤسسات أو خارجها.

ع.م.م







وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger